



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1964>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 785 - janvier 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 14 octobre 2008

Date de parution : janvier 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« Le combat contre l'inflation doit se mener en veillant à ce que la demande globale ne croisse pas plus vite que la production ». C'est une déclaration percutante (une de plus) de R. Barre, qui voudrait nous faire croire que « s'il y a inflation, c'est qu'il y a trop d'argent pour trop peu de marchandises ».

*

Même son de cloche (c'est le cas de le dire !) chez J. Meo, économiste en chef du R.P.R. qui, critiquant la « croissance douce » prônée par le Président de la République et « l'austérité en pente douce » pratiquée par le Premier ministre. Écrit dans un article intitulé « Le Défi Français » (« Le Monde » du 22-11-1980) : cette politique « conduit au sous-emploi, à la hausse des prix par la rareté, au blocage du niveau de vie ». Il est vrai que R. Barre a traité J. Meo de « muscadin de l'économie ». Ils disent pourtant bien la même chose tous les deux ! Barre est donc un autre muscadin de l'économie.

*

C'est encore l'inarrable Debré, qui, évoquant la situation en Pologne, a souhaité que la France aide ce pays financièrement et alimentaires. Pour cela il a proposé d'instaurer « un jour sans viande pour la Pologne », car les quantités ainsi dégagées de la consommation française pourront être acheminées vers la Pologne.

Barre, Meo, Debré sont des « paléo - économistes » qui se croient encore à la fin du 19e siècle. Ils ne se sont pas encore aperçus que le problème auquel se trouvent confrontés les économies occidentales, à savoir n'est pas produire mais vendre ; ce n'est pas la rareté mais au contraire l'abondance !

*

Les conneries économiques ne sont d'ailleurs pas l'apanage de la droite qui nous gouverne. C'est ainsi qu'on a pu voir lors du Colloque « Economie et Santé » (21-22 novembre 1980), M. Delors, économiste du P.S., approuver la déclaration suivante : « Il faut enfin pour l'assurance-chômage faire appel à la solidarité en demandant aux fonctionnaires de verser une cotisation ». Pourquoi ne pas demander aussi aux retraités de verser leur obole à ladite assurance ?

Au cours du même colloque on a aussi parlé « du rôle positif des dépenses de santé, créateur d'emplois et de technologies nouvelles ».

Et dire qu'il y en a encore qui pensent que « du moment qu'on a la santé... ».

Ce sont de mauvais citoyens qui ne veulent pas développer l'emploi !

*

Malgré ses richesses contrôlées, la Grande-Bretagne est le pays industrialisé le plus éprouvé par la récession. (Ça prouve au moins que la récession n'est pas toujours due au contrôle !). Entre septembre 1979 et septembre 1980, la production industrielle a baissé de 11,4 %, le chômage atteint le niveau de celui des années 30 (2,1 millions de sans-emploi, soit 60 % de plus en un an) et on prévoit entre 3 et 3,2 millions de chômeurs d'ici un an ; le déficit budgétaire est de 11,5 milliards de livres. Et il n'y a que 18 mois que Margaret Thatcher est au pouvoir. Bravo, c'est un beau résultat.

Rappelons que Mrs Thatcher est une grande admiratrice de Milton Friedman, le monétaire bien connu, conseiller de Pinochet et du gouvernement israélien (en Israël, l'inflation atteint facilement 100% par

an). Mais consolons-nous, depuis qu'elle préside aux destinées du Royaume Uni, Mrs Thatcher a fait considérablement remonter la livre Sterling, qui vaut maintenant plus de 10 francs.

*

Il y a quand même des gens qui se posent des questions. Ainsi Jean-François Kahn, qui dans « Les Nouvelles Littéraires » du 4 décembre 1980 s'inquiète « du silence des analystes » : Rappelant la faillite du système léniniste, l'échec des solutions de type social-démocrate classiques, illustré par les défaites électorales des socialistes suédois ou des travaillistes britanniques, et le naufrage des solutions néo-libérales en Grande-Bretagne, en Israël et en France, J.-F. Kahn s'étonne que « nos brillants analystes restent muets » et se demande pourquoi. Il écrit : « Redouterait-on de reconnaître qu'aujourd'hui il n'y a plus d'idéologie classique capable de résister à l'épreuve des faits et qu'il est temps d'inventer quelque chose de totalement neuf ? ».

J.-F. Kahn ne doit pas connaître l'économie distributive...

*

A Valognes (Manche), V.G.E. a déclaré le 5-12-1980 : « Il faut conserver ce qui peut être conservé ; il faut changer tout ce qui doit être changé ».

Faut avoir fait l'E.N.A. pour dire des choses aussi profondes.

Il est vrai qu'entre deux volées de pommes à cidre, V.G.E. a précisé : « Il faut conserver tout ce qui fait la force de la France : ses institutions, sa vigoureuse cellule familiale, son attachement à la terre, mais aussi sa culture, son respect pour l'intelligence et pour la science, la capacité de travail de ses ouvriers et son attachement inébranlable à la liberté. » Plus brièvement on dit : « Travail, Famille, Patrie ». Décidément, V.G.E. est un homme du passé !

Jean-Pierre MON